

1972. Nous avons un gouvernement minoritaire alors. N'oublions pas que nous avons eu une crise énergétique sur les bras en 1973.

Un jour, les grandes multinationales de l'industrie pétrolière nous disaient que nous avons suffisamment de réserves pour 3 000 ans. Le jour suivant, elles déclaraient que nous n'en avons plus que pour dix ans. Et à l'époque, l'Office national de l'énergie ne pouvait pas rétablir les faits pour la gouverne de la population. Il ne savait à quoi s'en tenir ni sur l'état de nos réserves ni sur la façon de fonctionner de l'industrie pétrolière canadienne.

Nous avons forcé la main du gouvernement libéral à l'époque en l'obligeant, sous peine de lui retirer notre appui, à établir une société énergétique nationale appelée Petro-Canada. Je ne vous apprends rien. Les libéraux ne voulaient pas doter le pays d'une politique énergétique nationale. L'idée de donner au pays une ouverture sur l'industrie énergétique ne les intéressait pas. C'était le Nouveau Parti démocratique qui souhaitait une telle politique. Nous avons donc donné notre appui au gouvernement libéral minoritaire contre, entre autres choses, l'établissement de la société Petro-Canada.

Le gouvernement prétend que Petro-Canada doit être privatisée parce qu'elle n'a aucun rôle public à jouer. Que ne faut-il pas entendre? Ce gouvernement dit que le public n'a aucun rôle à jouer dans l'exploitation d'une ressource aussi essentielle au succès de l'industrie canadienne et au bien-être de l'ensemble de la population. C'est un gouvernement d'idéologues. Nous avons vu ce qui était arrivé du chef du dernier gouvernement d'idéologues, le gouvernement de Margaret Thatcher.

**M. McDermid:** Parlez-vous d'idéologues?

**M. Rodriguez:** Vous l'avez dit. Le ministre a montré les néo-démocrates du doigt, mais il n'a qu'à regarder ce que son gouvernement fait. Tout ce qui l'intéresse, c'est diriger le pays comme une société commerciale. Il veut administrer notre pays comme si c'était la Compagnie Iron Ore du Canada. C'est comme s'il nous disait: «Le dernier à quitter la compagnie n'oubliera pas d'éteindre les lumières.» Ce n'est pas ce qui va se passer.

Si le ministre croit que nous nous trompons, que son gouvernement déclenche des élections demain et nous verrons bien alors. Ce gouvernement finira dans les poubelles de l'Histoire et jamais plus, en cent ans, un

### *Initiatives ministérielles*

gouvernement conservateur ne sera élu au Canada. Jamais plus!

**M. Langdon:** Dix sièges, voilà ce qu'il obtiendrait.

**M. Rodriguez:** Même pas.

**M. Langdon:** Je suis généreux.

**M. Rodriguez:** Le gouvernement suit un programme pour les sociétés. Il ne se préoccupe pas des gens. Tout ce qui compte à ses yeux, c'est la comptabilité, c'est la concurrence au Canada et la concurrence mondiale. Pourtant, maintenant plus que jamais auparavant, Petro-Canada pourrait jouer un rôle public.

Ensuite, le gouvernement vient nous dire qu'il faut la privatiser parce qu'il a besoin d'argent.

**M. McDermid:** Nous n'avons jamais dit cela.

**M. Rodriguez:** Vous l'avez dit. Vous avez dit que vous aviez besoin d'argent. Savez-vous ce que pensent les Canadiens? Ils pensent qu'à la vente d'Air Canada, de la société de Havilland, de Canadair et d'une foule d'autres sociétés d'État, un chèque a été remis au gouvernement.

• (1230)

Je voudrais dire aux Canadiens qui sont à l'écoute que le gouvernement n'a absolument rien touché pour la vente de ces sociétés privatisées et que l'argent a été remis aux sociétés.

**M. McDermid:** Ce n'est pas vrai.

**M. Rodriguez:** Le ministre dit que ce n'est pas vrai. Montrez-moi le chèque. Où est-il? Sortez-le de votre poche et montrez-le nous. Vous ne l'avez pas versé au Trésor. Vous l'avez plutôt versé dans les coffres des acheteurs de la société de Havilland, de Boeing. C'est eux qui ont empoché cet argent.

La France joue un rôle très dynamique dans ses institutions financières. Le gouvernement lui-même est propriétaire de banque. En Italie, le gouvernement est propriétaire d'une société d'aviation qui emploie des milliers et des milliers de travailleurs. Il finance des projets de R-D en matière de conception et de fabrication d'avions. La France aussi. Ils le font.

Nous pourrions assister à l'acquisition de la société de Havilland et à sa nationalisation par des pays étrangers comme la France ou l'Italie. Voulez-vous me dire que ces gens-là ne sont pas influencés par des considérations idéologiques? Ils sont tellement tordus que si on les plaçait derrière un tire-bouchon en plein soleil ils ne